

Ecrit par le 11 février 2026

Sécheresse : le Vaucluse en situation de 'vigilance'



Le préfet de Vaucluse vient de classer le département en situation 'vigilance' concernant les risques de sécheresse. Après une pluviométrie excédentaire d'octobre à décembre 2019, cette décision a été prise après consultation du comité départemental 'Sécheresse'.

« Bien que la situation hydrologique en Vaucluse soit jugée globalement plus favorable que les années précédentes, on observe d'ores et déjà une dégradation sur le bassin du Lez, et dans une moindre mesure sur le bassin de l'Aygues, expliquent les services de la préfecture. Les prévisions météorologiques semblent confirmer l'installation d'un temps chaud et sec, dans un contexte d'augmentation des prélèvements agricoles et d'eau potable. Dans ce cadre, le risque d'une dégradation rapide de la situation de sécheresse est à craindre. »

Ecrit par le 11 février 2026

En conséquence, il appartient dès à présent aux usagers de porter une attention particulière à leurs besoins en limitant au strict nécessaire leur consommation d'eau dans tout le département.

Il est demandé à chacun de :

- restreindre les usages secondaires (nettoyage des voitures, lavages extérieurs...),
- réduire le lavage des voies et trottoirs au strict nécessaire de salubrité,
- réduire les consommations d'eau domestique,
- organiser la gestion du remplissage des piscines, pour éviter de déstabiliser le fonctionnement des réseaux d'eau potable,
- procéder à des arrosages modérés des espaces verts et mettre en place des systèmes de récupération de l'eau de pluie pour l'arrosage,
- adapter les plantations aux conditions climatiques de la région,
- anticiper sur les éventuelles restrictions futures.

Les maires peuvent par ailleurs prendre, par arrêté municipal, des mesures de restriction plus contraignantes et adaptées à la situation locale, en fonction de la gestion de leur réseau d'eau potable.

En cas d'aggravation de la situation et conformément au plan-cadre sécheresse départemental, des mesures de restriction et de limitation des usages de l'eau pourraient être engagées rapidement

L'arrêté préfectoral est consultable sur le site : www.vaucluse.gouv.fr (Portail de l'État en Vaucluse : Protection de l'Environnement -l'Eau et la Pêche - Police de l'Eau).

Pays d'Apt-Luberon : l'Office de tourisme rouvre ses portes aujourd'hui

Ecrit par le 11 février 2026



L'Office de Tourisme intercommunal du Pays d'Apt Luberon rouvre ses portes mercredi 13 mai, après huit semaines de confinement. Cette réouverture se fait progressivement en commençant par les bureaux d'information touristique, avec, notamment, celui d'Apt. L'équipe peut, d'ores et déjà accueillir les visiteurs dans les meilleures conditions sanitaires. Les conseillers en séjour seront équipés de masques et les bureaux nettoyés après le passage de chaque visiteur dont il est recommandé qu'il soit muni d'un masque. Enfin du gel hydro alcoolique est disponible en libre-service dès l'entrée.

Conditions sanitaires remplies et sens de visite

Un sens de visite, une limitation du nombre de personnes et une limitation du temps de présence seront imposés pour la sécurité de tous. Cette organisation simple, efficace et rapide, permettra à chacun de collecter les informations nécessaires à l'organisation de ses prochains weekends en Luberon.

La vie reprend son cours

Commerçants, artisans et producteurs sont à nouveau accessibles, heureux et préparés à recevoir les amoureux du Pays d'Apt Luberon pour partager leur richesse et savoir-faire !

Magazine Voyage

Ecrit par le 11 février 2026

Par ailleurs, le magazine Voyage vient de paraître. Il est disponible à l'Office du Tourisme et téléchargeable sur le site internet www.luberon-apt.fr

Vaucluse : l'usage du feu provisoirement autorisé



L'arrêté préfectoral en date du 15 avril 2020 interdisant temporairement l'emploi du feu dans le Vaucluse est abrogé. En conséquence, l'usage du feu sur le département est autorisé dans des conditions strictement encadrées.

Les agriculteurs et les personnes soumises à l'obligation légale de débroussaillement sont autorisés à

Ecrit par le 11 février 2026

brûler les déchets verts. Les services de la préfecture de Vaucluse rappellent* cependant que l'incinération de déchets verts doit être liée :

- à une obligation légale de débroussaillement au titre du code forestier,
- directement à l'exploitation agricole : elle consiste au brûlage sur la parcelle exploitée des résidus de tailles, de coupes, ou d'arrachages qui ne peuvent pas être valorisés. Cette action est possible uniquement sur les parcelles affichées sur le relevé parcellaire pour les cotisations sociales agricoles ou sur les parcelles dont la surface en production est supérieure à 0,5 hectare d'un seul tenant,
- à la gestion forestière,
- à une obligation de destruction par brûlage au titre de la prophylaxie prescrite par arrêté de l'autorité compétente.

La préfecture précise également qu'en « cette période, il est essentiel de redoubler de vigilance et d'adopter les bons comportements en ne brûlant pas ses déchets verts en dehors des conditions prévues par les arrêtés préfectoraux. C'est strictement interdit. D'autres alternatives existent ». Elle indique aussi qu'il faut maintenir ses parcelles débroussaillées et que face à un départ de feu il est nécessaire d'alerter au plus vite les secours (appel au 18 ou 112).

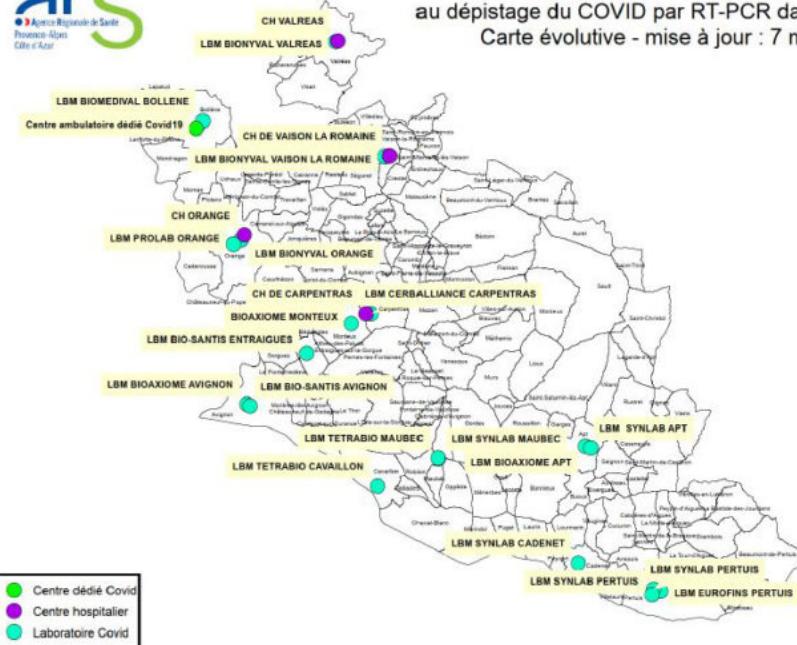
*(Arrêté préfectoral n°2013030-0006 du 30 janvier 2013 réglementant l'emploi du feu dans le département de Vaucluse, modifié par l'arrêté du 7 février 2018).

Santé, éducation : le préfet trace les grandes lignes du déconfinement

Ecrit par le 11 février 2026



Les laboratoires et autres lieux dédiés
au dépistage du COVID par RT-PCR dans le Vaucluse
Carte évolutive - mise à jour : 7 mai 2020



Lundi 11 mai, le Vaucluse entre en phase de déconfinement. Classé vert sur la carte de France définie par le gouvernement, le département aura connu « un taux d'exposition au virus moins important qu'ailleurs, notamment grâce au respect des Vauclusiens pour les règles de confinement, se félicite le préfet de Vaucluse Bertrand Gaume qui appelle à rester « vigilant et persévérant sur l'importance et la poursuite des gestes barrières alors que nous entrons dans un SAS de déconfinement. » À deux jours du déconfinement, le préfet fait un point sur la situation sanitaire et la réouverture des écoles aux côtés de l'Agence Régionale de la Santé (ARS) et de la Direction académique des services de l'Education Nationale (Dasen).

24 sites en Vaucluse pour se faire dépister

Sur le plan sanitaire, le Vaucluse, qui compte 450 cas de coronavirus et 36 décès depuis le début de la pandémie, dispose de 50 lits en réanimation (43 lits à l'hôpital d'Avignon et 7 à la clinique Rhône-Durance). À compter du 11 mai, toutes les personnes présentant des symptômes seront testées dans l'un des 24 sites répartis sur le département (voir carte). « Selon le résultat du test, un isolement sera mis en place pour le malade et les personnes ayant été en contact avec lui dans les 48 heures précédant l'apparition de ses premiers symptômes, précise Caroline Callens-Ageron, directrice départementale de l'ARS. Cet isolement durera 14 jours pour les personnes ayant été en contact avec le malade et jusqu'à deux jours après la fin des symptômes pour le malade. » Un isolement qui pourra se faire à domicile ou dans un lieu dédié via la cellule territoriale d'appui à l'isolement qui est en train d'être mise en place par la préfecture, conjointement avec l'ARS, le Conseil départemental de Vaucluse et l'Association des maires. L'ARS indique par ailleurs être désormais en mesure de réaliser entre 600 et 800 tests par jour.

31 % des élèves reprennent le chemin de l'école

Ecrit par le 11 février 2026

Autre sujet essentiel, la reprise scolaire. Sur 129 communes vauclusiennes, seules deux écoles resteront fermées (Velleron et Saint-Christol). Pour 80 % d'entre elles, la reprise s'effectuera le 12 ou 14 mai, et le 18 mai pour les 20 % des communes restantes. Dès mardi 12 mai, 16 095 élèves (soit 31 % de l'ensemble des élèves du département) vont regagner leurs classes. 27 % d'entre eux sont issus des écoles prioritaires. Concernant les collèges du département, ils réouvriront leurs portes le 18 mai et la Dasen estime un taux de fréquentation de l'ordre de 15 à 20 %. Par ailleurs, le Conseil départemental entend réouvrir certaines cantines. Quant aux lycées, ils restent fermés pour le moment, la situation devant être réévaluée au début du mois de juin. Christian Patoz, directeur académique des services de l'Education Nationale, rappelle que les parents ont la possibilité de faire le choix d'envoyer ou non leurs enfants à l'école. « Les parents ont toute latitude de changer d'avis quant à l'envoi de leur enfant à l'école. L'enseignement à distance dit « continuité pédagogique » sera maintenu par une partie des professeurs qui continueront de donner les cours pour les élèves qui resteront à la maison. » Quant à la crainte des parents de voir leurs enfants potentiellement contaminés par le virus, le directeur académique l'assure : « toutes les mesures qui ont été prises par les experts sanitaires seront appliquées. Pour les enfants qui présenteraient de symptômes, ils seront immédiatement isolés le temps que leurs parents viennent les chercher pour les emmener chez un médecin dans les meilleurs délais. Si le résultat s'avère positif, les autres enfants et enseignants qui auront été en contact avec lui seront alors testés. »

Ecrit par le 11 février 2026



Caroline Callens-Ageron, directrice de la délégation départementale de l'Agence régionale de santé (ARS), Bertrand Gaume, Préfet de Vaucluse et Christian Patoz, le Directeur académique des services de l'Education nationale en Vaucluse.

Déconfinement : un rideau de 'faire' va-t-il s'abattre sur le Grand Avignon ?

Ecrit par le 11 février 2026



Vert, orange, rouge ? Lors du prochain déconfinement tant attendu, l'agglomération du Grand Avignon risque de se trouver en condition aussi inédite que kafkaïenne. Et finalement, quel que soit son classement, la situation devrait au moins permettre de mettre en lumière de manière irréversible l'absurdité de son découpage administratif.

Mardi dernier, le premier ministre Edouard Philippe a présenté à l'Assemblée nationale les grands axes du plan de déconfinement de son gouvernement. Avec comme ligne directrice, ce qu'il sera possible de 'faire' ou de 'ne pas faire' à partir du 11 mai prochain, selon que son département soit classé en vert (pour un large déconfinement) ou en rouge (où la fin du confinement prendra une forme plus stricte).

Pour établir, ce classement les autorités de santé vont s'appuyer sur 3 critères : 'l'évolution du nombre de cas sur une semaine' pour évaluer l'activité de la circulation du virus, 'la capacité de dépistage des départements' afin de s'assurer que le système local de tests et de détection des cas contacts soit suffisamment prêt et le 'taux d'occupation des services de réanimation' pour veiller à ne pas saturer les capacités hospitalières.

Ecrit par le 11 février 2026

Mur de Berlin administratif ?

Dans l'actuelle 'carte météo' 3 couleurs du Covid-19 présentée par le ministère de la Santé, le département du Gard apparaît en vert alors que ceux de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône figurent en orange. Une situation inédite qui, si elle restait en l'état, mettrait le bassin de vie d'Avignon dans une situation ubuesque autant qu'embarrassante. En effet, s'il faut bien fixer quelque part une limite entre les départements, celles qui séparent Avignon de ses voisins apparaissent de plus en plus anachroniques et déconnectées de la réalité quotidienne de la 16^e aire urbaine de France ([Etude Insee](#)). Car, en l'espèce, déconfiner une zone aussi dense qu'Avignon sur la base des découpages départementaux reviendrait quasiment à déconfiner Paris par arrondissement. On imagine aussi mal un déconfinement fractionnaire des agglomérations de Saint-Etienne, Tours ou bien encore Clermont-Ferrand, toutes derrières celle de la cité des papes (la 10^e plus dynamique de l'Hexagone sur la période 2011-2016). C'est pourtant ce qui pourrait bien arriver à Avignon.

« il serait pertinent de se baser sur le découpage du bassin de vie, mais il y a peu de chance... »

Une agglomération 'éparpillée façon puzzle'

Un cas de figure aussi ridicule qu'inutile prenant la forme d'une sorte de mur de Berlin administratif avec le Rhône dans le rôle d'un nouveau rideau de 'faire'. Une perspective qui fait réagir, Patrick Vacaris, peu enclin à voir la Communauté d'agglomération du Grand Avignon qu'il préside 'éparpillée façon puzzle'.

« Nous ne savons pas encore le détail des conditions et des contraintes mises en place dans le cadre de ce futur déconfinement, mais dans un monde idéal, il serait pertinent de se baser sur le découpage du bassin de vie, mais il y a peu de chance... », regrette-t-il déjà en se contentant « d'une décision cohérente » concernant 'seulement' les frontières des 16 communes du Grand Avignon dont 7 gardoises.

Si effectivement le détail pratique de ce qu'il sera possible de faire, ou de ne pas faire, selon la couleur de son classement départemental n'est pas encore connu, on sait déjà que les mesures différentes de déconfinement devraient concerner les établissements scolaires, les crèches, les modalités de télétravail, l'ouverture des commerces, la tenue des marchés, les rassemblements, les déplacements... Autant d'activités et de services qui vont toucher des centaines de milliers d'habitants de ce territoire à cheval entre 3 départements et 2 régions.

Appel au discernement de l'Etat

« On sait déjà que l'on déconseille les déplacement entre les départements, constate celui qui avait prévu

Ecrit par le 11 février 2026

de céder la présidence de l'agglomération le 6 avril dernier suite aux élections municipales et après avoir assuré l'intérim de Jean-Marc Roubaud depuis un peu plus de 1 an. Mais nous allons faire comment alors que les déplacements interdépartementaux constituent notre quotidien ? »

En filigrane, le président gardois de la plus importante agglomération de Vaucluse entrevoit déjà le cauchemar 'institutionnelo-administrato-réglementaire' pour ses services. Les contraintes pour les passagers et les conducteurs changeront-elles une fois le Rhône franchi ? Les agents chargés du ramassage des déchets utiliseront-ils les mêmes procédures selon l'endroit où ils seront ? Le trait est forcé, mais il met en lumière l'absurdité dans laquelle le Grand Avignon pourrait se trouver d'ici quelques jours.

« Quel que soit notre classement nous espérons que l'Etat fera preuve de discernement »

Le président Vacaris se met également à la place de ses administrés en imaginant déjà comment leur expliquer que les dates de réouverture des collèges ou bien encore l'accès aux parcs et jardins seront différents d'une berge à l'autre de la 4^e aire urbaine de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Aussi impensable que de dire aux Marseillais que ce qui est en vigueur d'un côté du Vieux-Port ne l'est pas en face...

« Quel que soit notre classement nous espérons que l'Etat fera preuve de discernement », espère le président du Grand Avignon qui se félicite toutefois déjà de la nature des rapports qui lient ses représentants avec les collectivités du département.

« J'apprécie que, durant cette crise plus particulièrement, l'Etat s'appuie sur les acteurs du territoire. Il y a une vraie efficacité entre nos collectivités et les services de l'Etat afin d'apporter les meilleures solutions dans les délais les plus brefs. »

« C'est dans cet esprit que nous souhaitons que l'Etat s'appuie aussi sur nous pour mettre en place les conditions d'un déconfinement au plus près de la population et de la réalité de son quotidien. Et si cela devait s'avérer nécessaire, je demanderai une dérogation pour que les mesures de déconfinement soient les mêmes pour l'ensemble des communes de l'agglomération et cela quel que soit leur département. »

« je demanderai une dérogation pour que les mesures de déconfinement soient les mêmes pour l'ensemble des communes de l'agglomération et cela quel que soit leur département. »

Edouard Philippe : « adapter localement »

Dans son discours devant les députés, Edouard Philippe ne dit pas autre chose en rappelant qu'il faut « agir progressivement » et « adapter localement » le déconfinement. De quoi mettre tout de même l'Etat dans une situation embarrassante. Soit ce dernier applique le découpage à la lettre et il s'expose à de sérieuses conséquences en élargissant la fracture sanitaire. En effet, comment expliquer qu'il ne faut pas

Ecrit par le 11 février 2026

exposer les Vauclusiens, notamment en raison des tensions sur les services de réanimation de l'hôpital d'Avignon, alors que l'on exposerait les habitants du Gard avignonnais (pourtant dépendant du même hôpital) sous prétexte qu'ils seraient rattachés statistiquement au centre hospitalier de Nîmes (on pourrait d'ailleurs dire exactement la même chose avec les habitants de Châteaurenard vis-à-vis des établissements de santé de la métropole Aix-Marseille). Difficile donc dans ces conditions pour l'Etat de ne pas faire preuve d'une certaine souplesse afin d'être en phase avec la réalité. Moins grave, mais tout aussi mobilisateur que la santé, les parents ayant des enfants scolarisés sur l'autre rive seront aussi les premiers à dénoncer la 'déconnexion' de l'Etat. Enfin, le déconfinement a principalement pour but de relancer l'activité économique. Dans ce cas de figure, comment justifier à nouveau de scinder en deux un territoire aussi interdépendant. A moins de s'asseoir sur son redémarrage, même s'il s'agit d'un des départements les plus pauvres de France qui n'en demande pas tant.

Cependant, plutôt enclin actuellement à s'appuyer sur les recommandations et la connaissance des élus locaux, les services de l'Etat peuvent aussi accorder un statut unique à l'agglomération en la classant, dans son intégralité, en vert ou en rouge. Mais là, ce serait officieusement légitimer ceux qui demandent un rattachement de l'ensemble des communes gardoises du Grand Avignon au département de Vaucluse.

Au final, quel que soit la décision prise et la couleur retenue, cette crise aura déjà montrée les limites et les incohérences de frontières administratives qui ne sont plus adaptées à notre temps. Et, comme dans beaucoup d'autres domaines où l'ancien monde devra faire place à une nouvelle vision, il est désormais impératif d'imaginer l'avenir de notre territoire avec les yeux d'aujourd'hui et, mieux encore, avec ceux de demain.

Ecrit par le 11 février 2026



Ecrit par le 11 février 2026

Patrick Vacaris, président de la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon

Se souvenir malgré tout



Dimanche dernier, malgré le confinement, s'est tenu en Vaucluse la journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la déportation. Dans ce cadre, des cérémonies officielles sont organisées chaque année dans toutes la France. Cette année, compte tenu de la situation exceptionnelle liée à l'état d'urgence sanitaire et aux mesures de confinement, les maires ont eu la possibilité d'organiser dans leur commune une cérémonie en format restreint, sans public et dans le respect des consignes de distanciation sociale.

En Vaucluse, 3 cérémonies non publiques se sont donc déroulées en présence du préfet ou de son représentant, du président du Conseil départemental, du maire des communes concernées et des

Écrit par le 11 février 2026

représentants d'associations de déportés et de la communauté juive.

Ces hommages se sont déroulés à l'hôtel de ville d'Avignon, au mémorial départemental de la déportation à Caumont-sur-Durance et à Carpentras.

« La période exceptionnelle de confinement, que notre pays connaît en raison de l'épidémie de Covid 19, ne saurait faire oublier le devoir de mémoire et l'hommage solennel à toutes celles et tous ceux qui ont connu l'indivable des camps de concentration, de déportation et d'extermination », a rappelé à cette occasion Bertrand Gaume, le préfet de Vaucluse.

Le préfet de Vaucluse en direct à 17h30 en Facebook live



Ecrit par le 11 février 2026

Bertrand Gaume, préfet de Vaucluse, animera aujourd’hui un ‘Facebook live’ sur le Covid-19. En compagnie de Caroline Callens-Ageron, directrice départementale de l’ARS (Agence régionale de santé) en Vaucluse, il évoquera notamment les enjeux sanitaires de la crise du coronavirus, le respect des mesures de confinement ainsi que les perspectives de déconfinement.

A suivre ICI en direct cet après-midi de 17h30 à 18h15

Facebook live :

Jeudi 23 avril

17h30 à 18h15

Sur la page [PréfetdeVaucluse](#)

La préfecture prévient : Gare aux arnaques !

Ecrit par le 11 février 2026



«Depuis l'apparition des premiers cas de Coronavirus, les arnaques de la part de sociétés et d'individus malveillants se multiplient, prévient Bertrand Gaume, préfet de Vaucluse. Il n'existe pas à ce jour de manière scientifiquement éprouvée de vaccin, d'aliments, de purificateurs d'air, de lampes, de compléments alimentaires ni autres huiles essentielles qui protègent ou permettent de guérir du Coronavirus. Dès lors, toute présentation de produits (alimentaires ou non) affirmant protéger ou guérir du coronavirus relève de la pratique commerciale trompeuse. Egalement, l'État ne propose pas de kit de dépistage directement aux citoyens ni de kit de confinement comprenant masque, gel hydroalcoolique, thermomètre ou autre matériel médical, tout comme la décontamination des logements privés. La vente de paracétamol en ligne est suspendue et les attestations de déplacement faites sur l'honneur ou par l'employeur sont gratuites.»

<https://media.interieur.gouv.fr/deplacement-covid-19/>

Préconisations

Le préfet de Vaucluse demande de «Faire preuve de méfiance, d'évaluer l'honorabilité du vendeur en se rapprochant des banques, autorités de santé, services de protection économique et, en cas de forfait, porter plainte immédiatement et dénoncer les pratiques frauduleuses en conservant les mails pour les indiquer sur les sites suivants :

Ecrit par le 11 février 2026

www.internet-signalement.gouv.fr ou <https://signal.conso.gouv.fr/coronavirus>.

Plus de pouvoir au préfet pour déroger aux normes



Le Gouvernement vient d'acter une généralisation 'du pouvoir de dérogation aux normes accordées' à l'ensemble des préfets de France. Le décret, présenté mercredi en conseil des ministres par le ministre de l'Intérieur, permet ainsi d'étendre ce dispositif expérimenté dans certains territoires depuis le 1^{er} janvier 2018.

Ecrit par le 11 février 2026

Depuis cette date, les préfets des régions et des départements des Pays de la Loire, Bourgogne-Franche-Comté, Lot, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Creuse ainsi que les représentants de l'Etat à Mayotte, Saint-Barthélemy et Saint-Martin, avaient la possibilité de déroger, dans certains domaines, aux normes réglementaires fixées au niveau central.

A noter, que dans le même temps il a été accordé, dans leur domaine de compétences, les mêmes possibilités aux directeurs des agences régionales de santé (ARS) d'Auvergne-Rhône-Alpes, des Hauts-de-France, d'Ile-de-France et de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Initialement destinée à s'adapter à la diversité des réalités socio-économiques des territoires, cette expérimentation, jugée jusqu'alors « très positive » par le Gouvernement devait durer jusqu'à fin 2020. Cependant, en raison de la situation exceptionnelle liée à la pandémie de coronavirus Covid-19 cette dérogation a été étendue à tous les préfets afin notamment d'améliorer les réponses qui s'avéreront nécessaires au lendemain de la crise sanitaire.

Quels sont les domaines concernés ?

Les domaines où les préfets peuvent prendre des arrêtés motivés dérogatoires concernent :

- de subventions, de concours financiers et de dispositifs de soutien en faveur des acteurs économiques, des associations et des collectivités territoriales ;
- d'aménagement du territoire et de politique de la ville ;
- d'environnement, d'agriculture et de forêts ;
- de construction, de logement et d'urbanisme ;
- d'emploi et d'activité économique ;
- de protection et de mise en valeur du patrimoine culturel ;
- d'activités sportives, socio-éducatives et associatives.

Les dérogations doivent être justifiées par un motif d'intérêt général et l'existence de circonstances locales. Elles doivent avoir pour effet d'alléger les démarches administratives, de réduire les délais de procédure ou de favoriser l'accès aux aides publiques.